



Journée du 27 août 2008

L'EUROPE SERA-T-ELLE UNE SUPERPUISSANCE ?

Intervenants

Henryka Bochniarz, Présidente Polish Confederation of Private Employers Lewiatan

Jérôme Clément, président d'Arte

Philippe Herzog, président de Confrontations Europe

Tsutomu Higuchi, directeur général Jetro Paris, Organisation japonaise du commerce extérieur

Hans-Gert Pöttering, président du Parlement européen

John Vassallo, président de l'AmCham EU

Animateur

Anita Hausser, journaliste

Hans-Gert Pöttering, président du Parlement européen

Hans-Gert Pöttering rappelle qu'il est député européen depuis 1979, date de la première élection au Parlement européen.

Pour répondre à la question « L'Europe sera-t-elle une superpuissance ? », il précise qu'il n'apprécie pas particulièrement le terme de superpuissance, et qu'il préfère dire que c'est l'Europe qui est importante, qu'elle a une véritable responsabilité.

Personne n'aurait cru en 1979 que la Pologne deviendrait membre de l'Union européenne en mai 2004, à l'instar d'autres pays du bloc de l'Est, comme les trois pays baltes, la République tchèque, la Slovaquie, la Hongrie ou la Slovénie, c'était une vision, un rêve, un espoir. Ce rêve s'est pourtant réalisé, et il ne s'agit pas seulement d'un changement géographique ni d'un changement d'équilibre des pouvoirs en Europe, c'est un changement fondamental, parce que la dignité de l'être humain, la démocratie, les droits de l'homme et l'ordre juste sont acceptés et constituent désormais des valeurs partagées et une responsabilité morale importante pour tous les Européens.

Aujourd'hui, il n'y a plus en Europe de contrôle aux frontières, ce qui était inconcevable au moment de l'élection du premier Parlement européen.

L'Europe dispose par ailleurs d'une monnaie unique, et c'est encore un progrès très important. Les États-Unis sont des amis, certes, mais sans cette monnaie unique, il y aurait eu une énorme dévaluation et le marché unique se serait effondré si les économies européennes avaient fait face à la récente crise des subprimes avec des monnaies divisées.

Pour ce qui est du Parlement européen, certes, rien n'est parfait, mais en 1979, il n'avait aucun pouvoir législatif, et Hans-Gert Pöttering signale qu'il lui est déjà arrivé de s'entendre dire : « Pourquoi vous élit-on, puisque vous n'avez rien à dire ? » Maintenant, avec les traités d'Amsterdam et de Maastricht, et un peu avec celui de Nice, le Parlement européen est colégislateur dans 75 % des législations européennes, et beaucoup de ces dernières n'auraient pas existé si le Parlement européen n'avait pas trouvé les compromis nécessaires pour élaborer ses différentes directives. Le traité de Lisbonne, quant à lui, permettra au Parlement européen de contribuer pratiquement à 100 % à la législation européenne.

Le monde attend les Européens, qu'il s'agisse de répondre aux changements climatiques ou de développer le dialogue des cultures, et Hans-Gert Pöttering indique qu'il espère que lors du sommet européen du 1er septembre prochain, l'Union européenne sera unie pour répondre de manière responsable aux récents événements de Géorgie. Il ajoute que les Européens ne peuvent pas accepter les violations du droit international et qu'il est de leur responsabilité de faire front pour défendre leurs valeurs. Pour éviter d'aboutir à un accord à minima, il considère que les Européens doivent travailler pour trouver une solution et envoyer un message fort, qui reste néanmoins ouvert au dialogue avec la Russie.

Hans-Gert Pöttering termine son intervention en indiquant que les Européens ne sont pas au bout de leurs efforts, bien sûr, mais qu'ils ont déjà parcouru un long chemin et qu'ils continueront de le faire aujourd'hui, sous la présidence française de l'Union européenne.

Henryka Bochniarz, présidente Polish Confederation of Private Employers Lewiatan

Henryka Bochniarz indique qu'elle souhaite commencer son intervention en reprenant les mots du Président, car elle est très fière d'appartenir à un pays de rêveurs, de gens qui ont travaillé pour rendre ce rêve possible, et s'ils n'avaient pas été là, sans doute les Européens seraient-ils toujours campés sur des positions antagonistes.

Il est sans doute difficile d'imaginer que l'année prochaine, cela fera 20 ans que la Pologne a commencé à se transformer. Pourtant, cela fait désormais partie de la vie quotidienne, et Henryka Bochniarz indique que lorsqu'elle entend toutes ces opinions très critiques à l'égard de l'Union européenne, sa bureaucratie, ses innombrables réglementations, le temps consacré à des problèmes d'importance minime, elle pense que les Européens de l'Est ont un avis assez spécifique, car ils savent ce qu'ils ont vécu pendant de longues années, et il serait bon que les

anciens membres de l'Union regardent l'Europe avec des yeux de nouveaux entrants, et lorsqu'on regarde les valeurs que partagent les états européens, l'on se rend compte que les quelques mauvaises habitudes prises au niveau de l'Union sont marginales.

Ce qu'il faut maintenant, c'est davantage de communication et de dialogue entre les anciens et les nouveaux membres de l'Union, et pas seulement au niveau politique, car les premiers comprennent très mal ce que les derniers peuvent apporter et mesurent mal ce que peut signifier l'élargissement pour l'Europe dans son ensemble.

Cette attitude ne veut pas dire que les nouveaux membres occultent ce qui peut être mauvais dans l'Union européenne ni qu'ils refusent d'apporter les changements qui s'imposent, mais que cette perspective historique constitue sans doute une valeur pour l'Union européenne, notamment à la lumière des derniers événements.

Henryka Bochniarz indique que si la question est de savoir si elle souhaite que l'Union européenne devienne une superpuissance, sa réponse est définitivement négative, car les Européens de l'Est ne veulent pas faire encore une fois l'expérience d'une superpuissance. Elle indique qu'en revanche, ce qu'elle souhaite pour l'avenir, c'est que l'Union européenne soit leader en matière d'innovation, ouverte, solidaire, et pas seulement une institution formelle. C'est ce sens que les Polonais ont mis dans la notion d'Union européenne au moment où ils y ont adhéré.

Henryka Bochniarz conclut son intervention en signalant que le premier rêve est devenu réalité, et qu'elle est convaincue que le deuxième rêve, celui de faire de l'Europe un leader mondial dans une perspective d'ouverture, deviendra lui aussi réalité.

Tsutomu Higuchi, directeur général Jetro Paris

Le Jetro est un organisme gouvernemental qui a pour but de promouvoir les investissements. Il compte 73 bureaux dans le monde, dont 22 en Europe, ce qui dénote l'importance de cette zone pour les entreprises japonaises. La vision que les Japonais ont de l'Europe est qu'il s'agit d'un marché mature très important de 500 millions d'habitants et de 11 000 milliards d'euros de PIB. Cependant, ce qui attire le plus leur attention, c'est que l'Europe est en train de devenir décideur mondial. La stratégie de Lisbonne est une stratégie globale lancée par l'Europe, et toutes les règles intracommunautaires européennes seront transformées en règles mondiales, le marché mondial s'intégrant de manière avantageuse dans l'Europe.

Les entreprises européennes sont des partenaires potentiels importants pour les entreprises japonaises, car elles cherchent la rentabilité à long terme. De plus, les pôles de compétitivité qui existent sont importants pour cette zone, car ils font de l'Europe une pépinière d'innovations. Cette démarche stratégique est également intéressante pour le Japon, qui ambitionne de retrouver sa place dans la communauté internationale en renforçant ses liens avec l'Europe.

Le renforcement des liens économiques entre le Japon et l'Europe passera par l'établissement d'un accord d'intégration économique, qui doit remplacer les simples accords de libre-échange existants. Cet accord présentera des avantages pour l'Europe, au même titre que le TEC (Transatlantic Economic Council), l'accord de coopération réglementaire entre les zones Europe USA.

À travers la stratégie de Lisbonne, l'Europe est en train de mettre en place une base importante, d'autant que l'arrivée de nouveaux membres ne peut qu'augmenter la compétitivité industrielle de la région, à laquelle le Japon peut également contribuer. Ce type d'accord d'intégration ne s'oppose pas à l'OMC, il constitue, au contraire, un complément aux activités de cette organisation, en harmonisant la réglementation ou la R & D.

Tsutomu Higuchi signale qu'avec cet accord d'intégration économique qu'il suggère, c'est la zone Japon Europe qui deviendra une superpuissance.

John Vassallo, président de l'AmCham EU

John Vassallo indique que l'Europe a su créer sa dimension et sa propre croissance au cours de ces 50 années d'intégration et que les entreprises qu'il représente à la Chambre américaine de commerce auprès de l'Union européenne ont foi en ce marché unique.

Il y a lieu de se questionner sur les raisons qui poussent des entreprises à venir investir en Europe (les investissements des 180 entreprises membres de la chambre américaine de commerce ont été multipliés par 50 au cours des dernières années). La réponse est simple : c'est l'intégration de l'Union européenne qui explique à elle seule cet intérêt, sans même parler de l'élargissement, lequel est un autre processus qui ne fait qu'augmenter la dynamique de croissance du marché européen.

John Vassallo considère que la notion de superpuissance n'est pas très attractive pour la communauté des chefs d'entreprise, car le monde est constitué de superpuissances et l'économie mondiale est déjà globalisée. Ce qui est important, c'est de savoir quelles sont les régions qui savent tirer leur épingle du jeu, qui savent être compétitives et attirer les investissements. À l'avenir, les leaders seront ceux, parmi les entreprises et les pays, qui sauront le mieux accueillir les investisseurs.

Parler de superpuissance dans ce contexte n'a aucun sens, et le président Barroso l'a bien souligné en disant qu'il est convaincu que la manière de procéder européenne est adaptée aux défis du XXI^e siècle, car elle combine la dynamique du marché, la cohésion sociale et la responsabilité environnementale. Le président Sarkozy, quant à lui, œuvre fermement à la réalisation d'une unité de l'Union européenne, même au niveau politique, et les États-Unis considèrent que cette initiative est bienvenue et que la présidence française va permettre d'aller de l'avant dans cette dynamique européenne.

John Vassallo indique qu'il participe à ces Universités en tant que représentant des entreprises américaines et qu'il souhaite dire que l'Europe a la possibilité de devenir une grande puissance en matière de développement durable et qu'elle peut attirer des entreprises comme celles qu'il représente, mais que pour ce faire, il faudra aux Européens apporter quelques changements :

- ils doivent être courageux, aussi bien dans leurs politiques que dans leurs partenariats ;
- ils doivent avoir les meilleures formations, dans tous les domaines ;
- ils doivent attirer les capitaux dont disposent les nouveaux pays émergents ;
- ils doivent également protéger la propriété intellectuelle, qui constitue le fondement même de tout ce qui est créé, car les entreprises américaines investissant en Europe se doivent d'être neutres en matière technologique et de choisir les meilleurs, d'où qu'ils viennent ; c'est ainsi qu'elles peuvent réussir.

La route est semée d'obstacles qu'il faut surmonter :

- il y a le problème de la démographie européenne, car la population est vieillissante et cela nécessite d'attirer plus de personnes sur le marché de l'emploi et de développer les compétences futures, notamment dans le domaine numérique ;
- il faut développer l'esprit et la culture d'entreprise en Europe, et cela demande un grand effort de formation en direction des jeunes ;
- la gouvernance au niveau européen doit être clarifiée et simplifiée ;
- en matière de R & D, les Européens ont les meilleures écoles et universités, mais malheureusement, ils n'ont pas forcément la culture des pôles de compétitivité, et ils ont encore des progrès à réaliser en ce domaine.

John Vassallo relève avec satisfaction que les entreprises japonaises veulent se joindre aux Européens et aux Américains au sein du Conseil économique transatlantique et formule l'espoir que tous ces acteurs réussiront à créer le marché unique transatlantique, avec des réglementations uniformisées qui peuvent constituer un modèle pour le reste du monde.

Philippe Herzog, président de Confrontations Europe

Philippe Herzog indique qu'il est étonné de voir à quel point les idées sont partagées sur ce qu'il faut faire aujourd'hui pour faire véritablement de l'Europe un leader

Il est vrai que l'Union européenne est en marche, mais les Européens n'ont pas du tout cerné l'immense mutation que représente l'élargissement. 2004 est une année phare dans l'histoire de l'Europe, et c'est une très grande réussite, qui contribue d'ailleurs à faire de l'Union un acteur global.

Maintenant, il faut reconnaître que l'Europe n'est pas encore un véritable acteur politique global, et il est possible de le constater dans sa passivité face à la crise économique mondiale, qui a de plus été sous-estimée, ou encore dans des domaines de géopolitique.

L'Europe existe, elle est forte, mais elle doit encore franchir une étape.

Le but est-il de devenir une superpuissance ? Philippe Herzog indique qu'il pense, comme Henryka Bochniarz et Hans-Gert Pöttering, que c'est une désignation ambiguë, voire franchement malheureuse, car il ne s'agit pas de « jouer la bagarre » dans un monde multipolaire, mais de devenir une force qui contribue à unir à l'échelle planétaire, pour affronter les enjeux du développement durable et garantir l'équité dans les échanges internationaux. Il faut donc clarifier : une force, oui, une superpuissance, non !

L'étape à franchir implique un changement de mentalité : les Européens ont besoin d'un nouvel engagement collectif. Il existe en Europe un potentiel sous-utilisé, démobilisé même, de citoyens, de jeunes, d'acteurs économiques et sociaux. Il y a une vingtaine d'années, lors de la formation du Marché unique, les entreprises étaient plus dans le jeu de l'espace public européen qu'elles ne le sont aujourd'hui.

Philippe Herzog convient, avec John Vassallo, que l'Europe connaît également un problème de gouvernance. On recherche une politisation pour retrouver les citoyens, mais il faut se méfier des mauvaises politisations, illustrées notamment par les référendums nationaux sur des questions d'ordre général européen, qui constituent une aberration et une ineptie en termes de démocratie, car ils n'aboutissent jamais à l'accord visé par les 27 référendums nationaux. Quand il s'agit de questions d'intérêt général européen, il est envisageable d'organiser (pas tous les jours) des référendums paneuropéens, mais certainement pas avec des droits de veto nationaux agglomérés dans un espace à 27 pays. Il faut maintenant apprendre aux citoyens à faire la différence entre intérêt national et intérêt européen. Pour ce faire, il faut, à l'occasion des prochaines élections européennes de 2009, mettre sur pied des listes transfrontières, porteuses du débat interactif à l'échelle des différents pays.

Si le traité de Lisbonne n'aboutit pas, ce ne sera pas une catastrophe, à condition précisément de changer de gouvernance. Avec des idées claires et une volonté politique, on peut avancer, soit par consensus, soit, quand c'est possible, par vote à la majorité qualifiée, mais encore faut-il s'obliger à entrer dans un processus d'identification des intérêts stratégiques européens.

Aucun mécanisme démocratique n'existe aujourd'hui en matière d'élaboration d'intérêt général européen. Un catalyseur européen s'impose, et il faut espérer et demander que les institutions communautaires, Commission et Conseil, désignent les domaines d'intérêts stratégiques, comme la R & D, l'éducation, l'énergie, l'industrie, qui serviront de base pour initier un processus interactif de délibération entre nations et Communauté. À la fin de ce processus délibératif, il sera possible de clarifier les objectifs susceptibles de servir ces intérêts stratégiques et d'identifier qui est responsable de quoi.

Ce changement de méthode de gouvernance est crucial, car il permettra des changements de coordination. C'est en désignant ses intérêts stratégiques que l'Europe s'obligera à bâtir des coordinations appropriées.

Le MEDEF a lancé l'idée de leadership Europe, et les différents intervenants dans cet atelier ont évoqué plutôt la notion de leadership que celle de superpuissance. Il faut développer cette idée et aboutir à une exigence de renouvellement de la stratégie de l'Union dans la mondialisation, avec une gouvernance qui tienne la route.

C'est bien de dire *have a dream*, mais maintenant, il faut dire *yes, we can* !

Certes, l'Europe a progressé : il n'y a plus de passeports, il y a une monnaie commune dans certains pays, le nombre d'états adhérents a augmenté, le Parlement a conquis des droits, la libéralisation des échanges a permis aux entreprises de mieux travailler que par le passé... Mais la question qui est posée n'est pas celle-là, elle touche à la notion de superpuissance. Si on veut définir ce mot, on peut dire qu'il s'agit de la capacité autonome à s'exprimer collectivement pour défendre ses intérêts et peser sur les affaires du monde, dans tous les domaines, économique, diplomatique, culturel, militaire.

Jérôme Clément indique que de ce point de vue, il n'a pas le sentiment que l'Europe ait beaucoup progressé et qu'il se demande même si elle n'a pas régressé. Trois exemples récents le prouvent : les Jeux olympiques de Pékin, les événements en Géorgie et les élections américaines.

À propos du Tibet, l'Europe n'a pas réussi à adopter une position commune vis-à-vis de la Chine, qui, elle, a fait des Jeux olympiques une affirmation de sa puissance, sportive, économique, politique, diplomatique.

D'un autre côté, les événements récents de Géorgie rappellent que la question des rapports avec la Russie est centrale pour les Européens, qui n'ont pas de position commune sur le partenariat qu'ils veulent établir avec la Russie au cours des prochaines années.

En dernier lieu, les élections américaines auraient pu constituer l'occasion pour les Européens de s'unir et d'élaborer une plate-forme pour entamer un véritable dialogue avec les candidats américains sur des questions cruciales, comme le climat, les échanges financiers... Mais rien n'est prévu sur ce sujet.

En conséquence, il apparaît que la question de la volonté politique de l'Europe d'exister en tant que puissance est vraiment posée, et Jérôme Clément considère que la réponse à cette question n'est visiblement pas positive. Refuser l'idée de puissance européenne signifie en fait, notamment en politique étrangère et, dans une mesure moindre, en politique économique, l'alignement sur les Américains.

Est-ce, là, l'intérêt de l'Europe ? Il faut dire que les intérêts sont souvent antagoniques, et cela est particulièrement illustré par la féroce concurrence qui existe dans les domaines aéronautiques ou militaires. La question est d'autant plus importante que l'opinion publique européenne ne semble pas approuver l'idée de cet alignement systématique. Il faut en prendre acte, même si le non au référendum dans un certain nombre de pays a signifié le refus de la présidence commune, du ministre commun des affaires étrangères, de la progression en matière d'institutions.

Jérôme Clément considère que finalement, ce qui plaît aux Européens, c'est d'avoir plus de facilités et plus de confort dans la vie quotidienne et que de ce point de vue, il n'y a pas beaucoup de progrès, ni dans les opinions ni dans la volonté politique.

En outre, il n'est pas évident que l'élargissement favorise cette prise de conscience et cette évolution positive, au contraire, parce que dans ces cas, on s'aligne sur le plus petit dénominateur commun, qui n'est pas forcément le plus ambitieux.

Il n'est pas possible de continuer à éluder cette question, car l'Histoire est une suite de conflits, d'intérêts divergents et de rapport de forces.

Il faudra qu'un jour l'Europe se décide et se pose la question de savoir quel rôle collectif elle veut jouer dans le monde : est-elle prête à influencer sur les affaires du monde ou continuera-t-elle à être une addition de pays ?

Hans-Gert Pöttering, président du Parlement européen

Hans-Gert Pöttering signale que l'Europe est très complexe ; il évoque à cet effet la « peur du plombier polonais » chez les Français, alors que la France connaît une grande pénurie en plombiers. Cet exemple illustre l'écart immense entre ce que pensent les gens et la réalité des faits, et ce problème existe dans la majorité des pays européens.

Sur la question du Tibet, Hans-Gert Pöttering indique qu'il regrette l'absence de position commune de l'Europe et qu'il a dû se résoudre à prendre à son seul niveau la décision de ne pas se rendre à la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques de Pékin. Cette attitude, d'une portée certes relative, montre que les Européens souhaitent défendre la culture et l'identité religieuse des Tibétains □ le dalaï-lama viendra à ce titre prononcer un discours devant le Parlement européen le 3 décembre prochain. En tant qu'hommes libres, les Européens se doivent de défendre les identités culturelles et de ne permettre à personne de détruire des cultures ou des croyances religieuses. Cette position doit être également celle du Parlement européen, car il est de son devoir de défendre les droits de l'homme en Europe et partout dans le monde.

Philippe Herzog, président de Confrontations Europe

Souhaitant réagir aux propos de Jérôme Clément, Philippe Herzog indique qu'il n'est pas question de nier pour l'Union européenne la nécessité de devenir une force politique globale, mais que la notion de puissance est équivoque. Il considère qu'un monde multipolaire, où chacun défend ses intérêts bec et ongles, ne peut que mener à la guerre des capitalismes et à des tensions majeures □ déjà réelles □ au XXI^e siècle.

L'Europe doit être une force ayant pour but d'unir, solidariser et traiter les questions d'intérêt mondial, ce qui constitue déjà sa différence.

Afin d'éviter toute équivoque, les Européens doivent débattre de ce qu'il faut faire dans l'espace mondial, mais ceci ne se définit pas en termes de puissance ou pas, car cela désigne mal les buts ; en revanche, la vocation de l'Europe est d'essayer d'avoir une globalisation pacifique, qui commence à œuvrer pour le développement durable et pour la solidarité.

Jérôme Bédier, président de la Commission Europe du MEDEF.

Jérôme Bédier se demande s'il n'y a pas un manque cruel d'ambition pour l'Europe. Le sentiment qui règne, y compris à l'échelle des entreprises, est qu'il manque un projet.

La commission Europe a été créée au MEDEF par refus du non au référendum, pour que les entrepreneurs redeviennent militants de l'Europe, d'autant que l'une des raisons de l'échec du référendum en France et même en Irlande, c'est l'absence de projet visible et ambitieux pour les Européens.

Pour les entrepreneurs, le projet est de définir le rôle de l'Europe dans le monde, sans s'opposer à la mondialisation, mais en s'y intégrant pleinement, en affermissant son leadership. Ce projet implique de :

1. Faire une Communauté européenne de l'énergie, comme celle qui a été mise en place pour le charbon et l'acier.
2. Faire un Espace unique des compétences.
3. Mettre en place le Grand réseau européen de la recherche technologique, en brisant les frontières nationales avec l'aide des financements européens.
4. Avoir une gouvernance économique de l'Europe.
5. Créer de la coprosperité avec le sud de l'Europe.

Cette démarche est moins utopique que certains pourraient affirmer, et il n'est pas question pour les entreprises que les Européens abordent les prochaines élections de 2009 démunis d'un projet fédérateur.

Jérôme Clément, président d'Arte

En matière culturelle, l'Europe manquera son rendez-vous si elle n'a pas une âme, si elle ne met pas en avant un certain nombre de facteurs essentiels de son histoire, son patrimoine, ses idées, en un mot tout ce qui constitue le vouloir vivre ensemble. On ne peut effectivement pas mobiliser les peuples sur des sujets économiques, monétaires, réglementaires, quelque importants qu'ils soient. Cet aspect est fondamentalement absent du projet européen, et c'est très regrettable !

Pour ce qui est de la notion de puissance, Jérôme Clément considère que pour des raisons historiques, notamment à cause des deux conflits mondiaux qui se sont déroulés sur leur sol au XXe siècle, les Européens éprouvent une sorte de lassitude, voire d'abandon mental, à aborder cette question. Cette attitude conduit à une espèce de pacifisme, qui se réfugie dans l'atlantisme, mais se situe en retrait par rapport aux problèmes auxquels sont aujourd'hui confrontés les Européens. Les Russes et les Chinois ne se posent pas la question de la puissance, elle est parfaitement inhérente à leur projet de développement et à leur société. Les Européens auraient profondément tort de refuser ce mot, parce que la réalité doit être affrontée, sinon elle sera imposée de l'extérieur par la force.

Hans-Gert Pöttering, président du Parlement européen

Hans-Gert Pöttering indique que la puissance, à laquelle il préfère le terme de leadership, n'est pas un but en soi, car on doit toujours se demander dans quel but on utilise ses moyens. La Russie et la Chine sont indispensables en tant que partenaires, mais ne peuvent pas être pris pour modèle par les Européens. Le marché ne peut à lui seul unifier les sociétés, car cette unité doit reposer sur des valeurs. Les Européens ont besoin de construire l'Union européenne sur les valeurs de dignité de l'être humain, des droits de l'homme, de démocratie, d'ordre juste, de solidarité.

Les modèles de l'Europe sont la liberté et la démocratie, et l'innovation n'est possible que dans une société démocratique. Le chemin est encore long pour l'Europe, mais beaucoup a été fait, et les Européens doivent en être fiers et en puiser du courage pour continuer.

La notion de leadership est la plus appropriée dans ce contexte, car elle renvoie à des valeurs, qu'il s'agisse de protection de l'environnement, où l'Europe détient véritablement le leadership mondial, ou de solidarité entre les peuples de l'Union, qui est le seul véritable rempart contre le chantage énergétique possible d'un pays tiers.

François-Gilles Le Theule, directeur du Centre des études européennes de Strasbourg

La question que les chercheurs, les praticiens politiques et les professionnels de l'Europe voudraient poser au MEDEF, c'est de savoir ce que les entreprises peuvent faire pour l'Europe. La gouvernance politique européenne est effectivement en panne, et les réponses ne sont pas à chercher du côté politique : les états membres se crispent, les administrations nationales sont en crise, les collectivités locales sont pour l'instant trop éloignées de l'Europe.

Il reste l'idée initiale de l'Europe, qui a été bâtie sur des principes économiques, et il n'y a d'ailleurs pas de limites à la puissance agricole européenne, parce que les opérateurs économiques l'ont voulue et intégrée depuis longtemps.

La question est de savoir si les opérateurs économiques désirent réellement bâtir la Communauté européenne de l'énergie, l'Espace unique de compétences ou le Grand réseau européen de la recherche technologique préconisés par Jérôme Bédier, car la gouvernance politique européenne n'est en aucun cas indispensable en la matière.

Jérôme Bédier, président de la Commission Europe du MEDEF.

Les entrepreneurs doivent s'engager, certes, mais la réponse est entre les mains des politiques. Le MEDEF milite depuis plus d'un an pour que l'idée de leadership Europe soit prise en compte, en provoquant auprès des politiques une véritable relance de l'idée de la stratégie de Lisbonne sur de nouvelles bases, car l'idée est bonne, mais sa mise en œuvre s'est avérée totalement décevante.

Philippe Herzog, président de Confrontations Europe

Pour être une force capable de façonner la mondialisation, l'Europe ne peut pas se contenter d'amener les autres sur ses règles de marché, il lui faut devenir un acteur politique.

Il serait à ce propos dommage de manquer le rendez-vous du renouvellement de la stratégie de Lisbonne 2009 2010. Cette stratégie a couru de 2000 à 2010, et il faut la repenser pour devenir une force.

Dans ce contexte, le problème de la méthode se pose de manière cruciale, il faut faire participer les entreprises et la société civile à la redéfinition de cette stratégie, ce qui suppose une méthodologie en interne et un échange interactif paneuropéen qui soient en mesure d'intégrer toutes les innovations préconisées dans une approche véritablement européenne et d'aboutir in fine au leadership.

Jérôme Clément, président d'Arte

Il ne s'agit évidemment pas de dire que la Chine et la Russie sont des modèles de valeur, car les valeurs humanistes ancrées dans leur histoire conduisent les Européens à avoir une autre conception du monde.

Pour autant, il ne faut pas se fermer les yeux sur les intérêts divergents que les Européens peuvent avoir avec leurs partenaires, et ce n'est pas avec de bons sentiments qu'on peut faire une bonne politique, car la vie internationale est régentée par les rapports de forces. Jérôme Clément relève que plusieurs intervenants semblent embarrassés par le terme de puissance et souligne que cela, au contraire, ne lui pose pas de problème de dire que l'Europe doit être une puissance, et que si elle ne l'est pas, elle aura de grosses déconvenues. Il ajoute que le mot peut être habillé, mais qu'il n'y a aucune raison de le remplacer par le terme anglo-saxon de leadership, car la réalité politique des choses ne doit pas être cachée □ l'essentiel pour les Européens étant de savoir ce qu'ils veulent faire collectivement face à la mondialisation, avec leur capacité politique.

Philippe Herzog, président de Confrontations Europe

À propos de l'affirmation selon laquelle l'Europe n'a pas de chef, Philippe Herzog considère que l'Europe n'a pas de chef, parce qu'il n'y a pas de société européenne. De plus, le gouvernement bicéphale de l'Europe est en difficulté, car le Conseil ne fonctionne pas, et la Commission n'arrive plus à être la force d'impulsion qu'elle a été. Il faut en conséquence que le Conseil se responsabilise et que les intérêts stratégiques de l'Europe soient clairement définis pour que la Commission retrouve son pouvoir d'impulsion politique. L'Europe n'est pas un État-nation, il faut accorder des intérêts nationaux divergents, ce qui implique la mise en place d'un agenda politique, avec la définition de méthodes de travail.

Henryka Bochniarz, présidente Polish Confederation of Private Employers Lewiatan

Henryka Bochniarz indique que ce dont elle rêve pour l'Europe, ce n'est pas un chef, mais une multiplicité de chefs, au niveau du Parlement, de la Commission, des ONG, des entreprises, et la recherche des moyens de communiquer entre Européens. C'est là que réside l'avenir de l'Europe, qui n'a pas besoin d'un chef, parce qu'elle n'est pas une entreprise, Dieu merci !

Hans-Gert Pöttering, président du Parlement européen

Plus que la fierté d'appartenir à l'Europe, les Européens doivent avoir confiance en eux-mêmes, car c'est ainsi qu'ils peuvent avoir confiance dans la communauté qu'ils représentent, et les enseignements tirés du passé le permettent. Les Européens peuvent être fiers de ce qu'ils ont accompli, mais ce n'est, là, qu'un côté de la médaille, car ils n'ont pas encore atteint l'étape finale de l'élaboration d'un cadre pour l'Union européenne.

Les efforts doivent donc être poursuivis, et pour ce faire, il faut avoir une véritable volonté politique, ce qui est difficile dans une Europe complexe et diverse. Ce qu'il faut, c'est que les personnes qui sont en charge des institutions européennes et les chefs d'états et de gouvernements européens travaillent dans un esprit de coopération et aient la volonté de progresser ensemble, sans discrimination aucune entre les pays membres.

L'Europe est un compromis qui ne peut réussir que si ses membres savent se mettre à l'écoute les uns des autres, et seule l'unité est à même de garantir la diversité culturelle et spirituelle des différents pays qui composent l'Union européenne.

Les différentes interventions qui se sont succédées dans le cadre de cette table ronde sont très encourageantes, car elles montrent l'esprit européen à l'œuvre dans la société française. Je ne suis pas d'accord avec cette phrase de conclusion que rien ne justifie. Oui, les intervenants étaient des européens convaincus mais ils ne reflétaient en rien l'opinion publique française.